



HAL
open science

Après la décroissance, l'horizon convivialiste

Charles Claron

► **To cite this version:**

Charles Claron. Après la décroissance, l'horizon convivialiste. Esperluette, 2021, 1 - "Urgence & Convivialité", pp.26-30. hal-03343058

HAL Id: hal-03343058

<https://enpc.hal.science/hal-03343058>

Submitted on 14 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

(1) Groupement Intergouvernementale des Experts sur le Climat (GIEC) et Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES). Les groupes d'experts internationaux sur les questions de climat et de biodiversité.
(2) C'est tout particulièrement vrai en France où l'on doit reconnaître à Serge Latouche le mérite d'en avoir fait une promotion appuyée : par ses ouvrages, conférences et en tant que directeur de la collection *Les précurseurs de la décroissance* aux éditions Le Passager clandestin où il œuvre à compiler les auteurs et textes qui constituent selon lui « les racines de la pensée politique de la décroissance ».

APRÈS LA DÉCROISSANCE, *l'horizon convivialiste*

Charles Claron

Nous autres humains, savons désormais que notre avenir sur terre est compromis. En 2019 le GIEC et l'IPBES⁽¹⁾ ont publié plusieurs rapports pour le moins préoccupants sur l'état et les évolutions probables du climat et de la biodiversité. Nous savons aussi trop bien que ces mises en garde n'ont rien d'inédit : elles s'ajoutent à une série d'alertes scientifiques, philosophiques et morales, qui s'accumulent sans parvenir à provoquer de réactions à la mesure de l'évènement anthropocène. Tout se passe comme si nous avions démarré - à notre insu - une guerre contre le vivant, et que celle-ci avait échappé à tout contrôle.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de constater un certain regain d'intérêt pour les thèses de la décroissance⁽²⁾. On doit à ce courant intellectuel d'avoir formalisé la critique de la croissance économique sur le plan écologique et social et d'avoir mis en évidence la façon quasiment dogmatique dont la poursuite de cet objectif a pénétré le champ politique. Abattre le totem de la croissance me semble indispensable, mais la transition à laquelle nous sommes confrontés est-elle uniquement une affaire d'indicateurs économiques ? Je ne le crois pas, car ce totem n'est que l'avatar récent d'une certaine conception de « la nature » et de ce que les humains sont en droit d'y faire. Ce rapport au monde teinté de domination, c'est celui qu'illustre la célèbre formule de Descartes selon laquelle l'Homme serait rendu comme « maître et possesseur de la nature ». C'est bien cette mythologie qu'il est urgent de subvertir afin de faire valoir avec force les relations d'interdépendances qui unissent les humains au vivant. Voilà, en partie, le projet de la philosophie convivialiste que je souhaite présenter ici.

Sur le plan théorique l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen fut l'un des premiers inspireurs du courant de la décroissance. Dès 1971 il s'attache à produire une critique de l'idée de croissance économique dans son ouvrage *The entropy law and the economic process*.

Il y rappelle que la terre est un « système (quasi ⁽³⁾ clos » doté d'une quantité d'énergie et de matière limitée. De plus, en vertu du deuxième principe de la thermodynamique, la qualité de ces énergies et matières se dégrade irrémédiablement au cours du temps. Partant de ce constat, il propose de se représenter les systèmes économiques comme des macro-organismes dont le fonctionnement consiste à extraire énergies et matières et créer des déchets afin de produire les moyens de notre subsistance. Or, plutôt que d'étudier dans quelles conditions ces « organismes » pourraient fonctionner de façon économe, la science économique moderne a œuvré à libérer et faire croître leurs appétits, enclenchant du même coup la grande accélération de la dégradation des composantes de la biosphère. L'adoption du PIB comme indicateur de référence du développement fut une étape importante dans ce glissement vers la déraison économique. Car rechercher la croissance indéfinie du PIB consiste en pratique à accroître chaque année les volumes d'extraction, de production et donc à détériorer le patrimoine naturel. Il tombe sous le sens que cette trajectoire n'est physiquement pas soutenable éternellement.

Il ne fallut pas attendre bien longtemps pour que l'intuition de Goergescu-Roegen trouve une confirmation, sous la forme des travaux prospectifs du très médiatique rapport *Halte* à la croissance du Club de Rome (Meadows, 1972). S'il eut l'effet d'un choc pour de nombreux scientifiques, la prise de conscience des limites planétaires qui résulta de ce rapport n'a d'abord abouti qu'à un consensus mou autour de la notion de « développement durable ». Un mode de développement qui, en théorie, serait capable de concilier des objectifs écono-

(3) La Terre reçoit quand même un flux d'énergie continu et peu dense via le rayonnement solaire.
(4) Voir l'article *Accumuler de la matière, laisser des traces* (Magalhaes, 2019) dans la revue *Terrestres*.
(5) À ce sujet voir les ouvrages récents de Thomas Piketty (2013, 2019) et Branco Millanovic (2019).
(6) Reprenant à bon compte les thèses critiques du courant situationniste développées par exemple par Guy Debord dans *La société du spectacle* (1967).

miques, sociaux et environnementaux pour permettre aux générations présentes comme futures de répondre à leurs besoins. Sans avoir à revenir sur l'ambiguïté de cette formule et les difficultés inhérentes à la définition des « besoins des générations futures », force est de constater que plus de trente ans après son apparition, le développement durable n'a pas vraiment rempli ses promesses : l'humanité n'a pas dévié de la trajectoire exponentielle qui caractérise l'évolution de sa production matérielle et de ses nuisances environnementales⁽⁴⁾. Et il y a pire, car la croissance économique elle-même remplit de moins en moins ses promesses : depuis la fin des années 70 elle s'est accompagnée d'une hausse des inégalités⁽⁵⁾ et de l'endettement (privé comme public) qui fragilisent nos sociétés.

Progressivement, c'est à tout un modèle de société que le courant de la décroissance a étendu sa critique. Sous la plume de ses penseurs les attributs sociaux, politiques et techniques du régime économique de croissance sont vivement rejetés, car jugés aliénants. Ainsi de la publicité, l'obsolescence programmée, les emplois inutiles, l'empoisonnement des corps humains et des milieux vivants, l'exploitation d'animaux pour nos besoins alimentaires, la déforestation... Sur les plans philosophique et symbolique les sociétés de croissance sont décriées pour leur matérialisme, leur consumérisme et leur individualisme⁽⁶⁾. Ainsi, le courant de la décroissance compose par petites touches le tableau d'une société malade et en tire un constat de plus en plus partagé : nous n'allons pas dans la bonne direction !

À la différence de l'idée de développement durable, simple ajustement à la marge du modèle de croissance, c'est bien à une bifurcation, à un changement de société que nous invite la décroissance.

Mais bifurquer pour aller où? Comme c'est bien souvent le cas dans les mouvements « anti », la décroissance réunit et amalgame des pensées parfois très divergentes ayant pour seul dénominateur commun la critique de la société de croissance. L'orientation n'est pas aisée, car les propositions pour « sortir de la croissance » qui émanent de ce courant sont très diverses quand elles ne sont pas contradictoires. Perpétuant une certaine tradition malthusienne certains de ses partisans soutiennent ainsi une conception littérale de la décroissance et appellent à inverser notre boussole afin de viser une décroissance du PIB d'une année à l'autre. Pour d'autres, heureusement plus nombreux, le courant défend plutôt une « a-croissance » : il conviendrait alors d'abandonner l'indicateur de PIB au profit d'indicateurs de développement humain et avec lui une certaine représentation économique du monde. C'est la piste indiquée par cette deuxième interprétation que nous choisissons de suivre. Il est de plus en plus manifeste, en effet, que la crise des relations Homme-Nature n'est que superficiellement une affaire d'indicateur macroéconomique, et qu'elle procède d'un rapport à la nature destructeur plus profondément ancré dans la culture occidentale.

Pour s'en convaincre il faut laisser de côté la critique frontale de la croissance et essayer d'en dresser une brève généalogie. Car en effet les concepts de croissance économique et de développement ne sont que les effloraisons récentes d'un régime économique et social bien particulier : le capitalisme. Celui-ci porte une vision du monde – ce que le philosophe Cornelius Castoriadis appelle un « imaginaire social » – qui repose sur une conception particulière du rapport Homme-Nature. Une anthropologie de l'homo economicus dont je voudrais indiquer une chronologie – forcément non

exhaustive – en mentionnant trois couches d'idées (et les discours qui les ont produit) qui s'y trouvent articulées :

DUALISME (MONOTHÉISMES) :

les trois « religions du livre » présentent les fondements d'une conception dualiste du monde où l'Homme est conçu comme substantiellement différent du reste de « la Création » (les milieux et êtres vivants) que le principe divin a engendré pour qu'il puisse en disposer.

RATIONALISME (SCIENCES) :

dans le sillage de Copernic, Galilée puis Descartes le discours scientifique entend de construire une représentation rationnelle du monde. En Occident la « création » est peu à peu démythifiée au profit de l'idée d'une « Nature » dont l'Homme peut déchiffrer les lois et se rendre « comme maître et possesseur ».

LIBÉRALISME (ÉCONOMIE POLITIQUE) :

d'inspiration libérale, la théorie économique qui s'impose à la faveur du capitalisme repose sur l'idée que la façon la plus efficace d'assurer le plus de bien-être social est de confier à « la main invisible » le soin d'orchestrer la saine concurrence des intérêts économiques individuels sur les marchés. À cet effet le libéralisme promeut l'extension de la propriété privée sur le vivant, assimilé à un « capital » (naturel ou humain), afin d'organiser son exploitation optimale!

Pour Castoriadis, le capitalisme est ainsi animé d'une foi dans « l'expansion illimitée d'une prétendue maîtrise rationnelle ». Une illusion de maîtrise nourrie du sentiment que la connaissance naturelle et une certaine science économique justifient de dominer la Nature et ses éléments. Une illusion de maîtrise qui conduit à ne voir dans les composantes naturelles que des ressources ou des richesses à exploiter pour le bénéfice des humains (ou plutôt de quelques-uns d'entre eux) au nom de la liberté d'entreprendre et d'accumuler. Par conséquent, ça n'est peut-être pas tant

à la croissance qu'il faut tenir la bride, qu'à nos ambitions de puissance démesurée et de domination de la nature. Plutôt qu'à un débat sur la direction – croissance positive ou négative – de nos systèmes économiques c'est donc à décoloniser notre imaginaire⁽⁷⁾ que nous invite les penseurs de la décroissance les plus conséquents. Dès lors, par quoi subvertir ce paradigme dominateur?

À la suite des découvertes du naturaliste Charles Darwin, l'un des grands apports du discours écologique a été de replacer l'être humain au cœur de la grande histoire de l'évolution de la vie sur Terre. Au même titre que les végétaux, les animaux et les écosystèmes, homo sapiens est le fruit d'une coévolution complexe entre les différentes échelles du vivant. Notre corps est la meilleure illustration de ce destin symbiotique et mutualiste puisqu'il abrite dix fois plus de bactéries que de cellules. Nous sommes alors conduits à reconnaître que l'être humain est une espèce parmi d'autre, traversée de nature, et que par conséquent, rien ne justifie le postulat dualiste qui confère à l'Homme une position de surplomb sur le vivant. En mettant en lumière la relation d'interdépendance comme modalité fondamentale du tissu vivant dont nous faisons partie, l'écologie nous invite à considérer que notre survie en tant qu'espèce repose sur notre capacité à prendre soin des milieux naturels que nous partageons avec les non-humains, plutôt qu'à chercher dans le calcul les voies de son exploitation. Sans nier le rationalisme scientifique, les observations sur lesquelles repose le discours écologique et les théories qu'il a développé ont conduit à renouveler la vision des relations Humains-Nature en proposant une représentation des humains et des faits sociaux comme des composantes de la biosphère. Cette représentation, on le comprend porte le germe d'un imaginaire social en rupture avec la croyance en la supériorité de « la maîtrise rationnelle ».

C'est sur la base de cet imaginaire social qu'un collectif de chercheurs et intellectuels

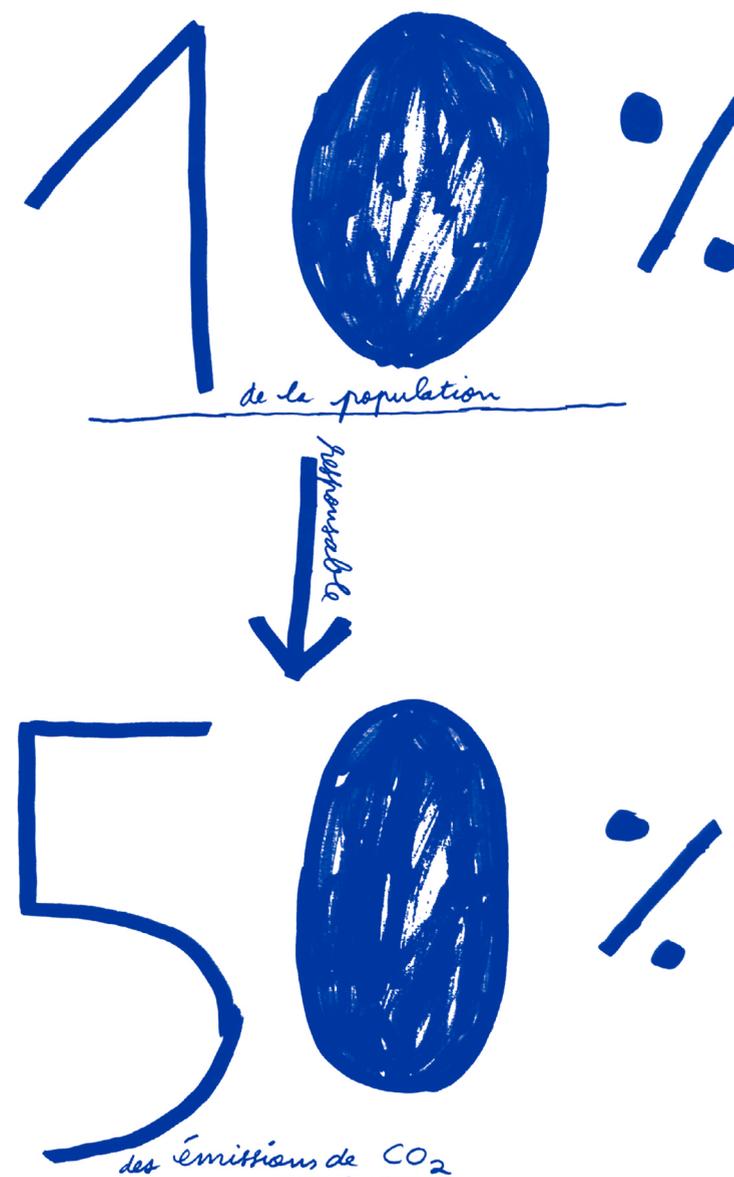
(7) Pour paraphraser le titre d'un ouvrage de Serge Latouche paru en 2003 aux éditions Parangon.
(8) Une 2nde version de ce manifeste est sortie en librairie en février 2020. Elle tient compte de l'apport de 6 années d'échanges menées entre auteurs et militants associatifs sympathisants du convivialisme de tous les pays, à la suite de la publication de la première version (accessible gratuitement en ligne). Sauf mention contraire les citations qui suivent sont tirées de cette première version.
(9) Si les auteurs justifient le choix du mot « convivialisme » par des motifs étymologiques, on ne peut exclure qu'il s'agisse aussi d'un clin d'œil aux travaux d'Ivan Illich sur la convivialité.

a dressé les contours d'un courant de philosophie politique particulièrement intéressant dans un texte intitulé *Manifeste Convivialiste, déclaration d'interdépendance (2013)*⁽⁸⁾. L'ouvrage prend acte du fait que de nombreuses initiatives et modèles alternatifs champignonnent déjà sous nos yeux : permaculture, monnaies locales, ZADs, économie sociale et solidaire, coopératives, altermondialisme, la théorie des biens communs... pour n'en citer que quelques-uns. Le convivialisme⁽⁹⁾ est d'abord une tentative de nommer ce que ces mouvements ont en commun : la recherche d'un « art de vivre ensemble (con-vivere) » (p. 14) et en particulier « des principes permettant aux êtres humains à la fois de rivaliser et de coopérer, dans la pleine conscience de la finitude des ressources naturelles et dans le souci partagé du soin du monde. Et de notre appartenance à ce monde » (p. 25). En pratique cette philosophie relationnelle du monde passe par la reconnaissance de cinq principes que décrit la version de 2020 du manifeste. Le principe de commune naturalité affirme notre interdépendance intime avec toutes les échelles du vivant qui constituent ce monde. Similairement les principes de commune humanité et de commune socialité postulent que tous les humains, dans toutes leurs diversités, sont semblables en essence et que leur expérience est indissociable de processus sociaux qui fondent, là encore, leur interdépendance.

Les trois autres principes relèvent de considérations éthiques sur le bon fonctionnement de ces processus sociaux. Le principe de légitime individuation reconnaît à chacun le droit de s'épanouir librement dans les limites des cinq autres principes. Sans dénier la légitimité du conflit et de rivalité qui peut procéder de cette aspiration à l'émancipation, la société doit garantir le principe d'opposition créatrice et encourager la résolution maîtrisée de ces conflits, en particulier en poursuivant l'idéal démocratique d'autolimitation réciproque. La transcription de ces principes dans le champ économique ne laisse pas d'ambiguïté quant à la résonance du convivialisme avec les préoccupations des décroissants. Concrètement l'édification d'une société conviviale doit « [viser] à assurer à tous une prospérité et un bien-être suffisants sans les attendre d'une forte croissance perpétuelle, devenue introuvable et dangereuse, et pour cela, lutter contre toutes les formes d'illimitation et de démesure (...) » (p.35).

À l'heure où se multiplient les soulèvements populaires contre les conséquences sociales et écologiques du néo-libéralisme⁽¹⁰⁾, il est plus que jamais nécessaire de pouvoir nommer avec assurance ce que nous devons combattre et ce que nous pouvons désirer. Nous avons tâché de faire la démonstration que l'articulation de la décroissance et du convivialisme répond de manière féconde à ce double impératif. Là où la décroissance s'attache à mettre en évidence les effets délétères et les racines historiques du dogme de la croissance; le convivialisme propose un contenu positif, une voie de sortie qui prolonge la réflexion ébauchée par de nombreuses initiatives en acte, afin de cheminer vers une civilisation post-néolibérale enfin débarrassée de l'hubris – l'aspiration à la démesure et au pouvoir.

(10) Je pense notamment aux mouvements sociaux en France, à Hong-Kong, au Liban et au Chili, ainsi qu'au « mouvement climat » qui ont marqué l'année 2019.



© Bonnefrite